

Acte 48 à Toulouse: «Taper les gens à terre, c'est les ordres?»

PAR EMMANUEL RIONDÉ
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 12 OCTOBRE 2019

À Toulouse, « capitale nationale » pour l'« acte 48 » des « gilets jaunes », la police a réprimé tout de suite et violemment. Gazages massifs, interpellations, saisie de matériel de protection... Après onze mois de mobilisation, les relations entre la population et les forces de l'ordre sont exécrables.

Toulouse, de notre correspondant.— «*Le SDF, aidez-le, il va crever, misérables !* » Le sans-abri durement touché à l'œil, hagard et pris en charge par les *medics* en milieu d'après-midi dans la rue Bayard, au centre de Toulouse, sous une pluie de gaz lacrymogène, n'est pas mort. Mais comme nombre de manifestants, il aura passé une après-midi éprouvante.

L'illusion d'un « acte » pas trop agité à défaut d'être paisible aura duré à peine quelques dizaines de minutes. À 14 h 20, alors que le cortège s'était élancé depuis un quart d'heure, des tirs de grenades de gaz lacrymogène ont lieu, à l'embouchure de l'avenue Alsace-Lorraine et des boulevards, provoquant un premier éparpillement des manifestants. Ils étaient probablement autour de 1 500 aujourd'hui à avoir convergé à Toulouse, décrétée depuis quelques semaines capitale nationale des gilets jaunes pour ce 48^e samedi de mobilisation consécutif.

Un arrêté préfectoral interdisait toute « *manifestation ou rassemblement revendicatif du mouvement des "Gilets jaunes" sur la place du Capitole de 13 h à 20 h* ». Avec « *une contravention de 4^e classe, soit*

135 € d'amende», promise aux contrevenants. De fait, les accès à la place centrale de la ville étaient bloqués et la manifestation est partie sur les boulevards.



L'acte 48 des gilets jaunes à Toulouse © ER

Dès le départ, les chants et slogans repris en chœur donnent le ton : « *Macron nous fait la guerre et sa police aussi, mais nous on reste déter...* » Si la foule est moins nombreuse que lors des grands rassemblements de l'hiver, les manifestantes et manifestants, toujours là à un mois du premier anniversaire du mouvement, sont désormais bien rodés, équipés de foulards, lunettes de piscine, souvent de masques à gaz. Et apparaissent effectivement toujours aussi « déters ».

Christophe*, Sébastien* et Brigitte* sont venus d'Ariège où le mouvement reste actif dans plusieurs villes du département. « *On est mobilisés depuis le début et ça dure parce que la cause racine, c'est que le peuple n'a jamais son mot à dire* », explique tranquillement Christophe. Brigitte, plus remontée : « *Macron n'est pas notre président, il a été élu par 23 %, il ne nous représente pas.* » Sébastien lâche dans un sourire : « *En ce moment, il y a des connards de LREM qui viennent répondre à toutes les questions du public en Ariège. J'espère qu'ils vont en avoir, des questions...* » Ce matin, Stanislas Guérini, le délégué général de la République en marche, et deux

secrétaires d'État du gouvernement, se trouvaient à Crampagna où **des gilets jaunes les ont effectivement reçus**.



Dans les rues de Toulouse © ER

À Toulouse, alors qu'ils ont été violemment pris à partie par les forces de police le 7 septembre (blessures au visage pour l'un d'entre eux, évacué aux urgences) puis le 28 septembre (comme on peut le voir dans **cette vidéo**), les membres de l'Observatoire des pratiques policières (OPP, réunissant des observateurs issus de la Ligue des droits de l'homme (LDH), du Syndicat des avocats de France (SAF) et de la Fondation Copernic) sont présents. Deux groupes de six, dûment affublés de leurs chasubles bleu et jaune très reconnaissables, sillonnent le cortège.

Les relations avec la police sont fraîches. « *Ils nous ont demandé de leur remettre notre matériel, nous avons refusé*, nous expliquait Jeff Mignard de la LDH dans l'après-midi, entre deux tirs de gaz lacrymo. *On leur a montré la déclaration que nous faisons systématiquement à la préfecture, ils ont appelé leur hiérarchie qui leur a confirmé qu'ils devaient nous le laisser.* » Mais la trêve aura été de courte durée : d'après les informations que nous avons pu recueillir une heure plus tard auprès de l'autre groupe, les policiers ont bien fini par confisquer le matériel des observateurs de l'OPP, qui devraient par ailleurs déposer plainte en début de semaine suite aux violences physiques et verbales subies le 28 septembre.

La stratégie, simple mais efficace, consistant à gazer massivement les manifestants tout en leur confisquant leur matériel de protection, singulièrement aux acteurs les plus en vue, a été très appliquée aujourd'hui, comme elle l'avait été le 13 avril pour l'acte 22 où un premier appel national à converger sur Toulouse avait

été lancé (voir **notre article**). Particulièrement visés : les *street medics*, nombreuses et nombreux dans les rues de la ville. « *Ils nous piquent le masques à gaz, les lunettes, tout le matériel de protection et ils refusent de nous faire un procès-verbal de saisie* », témoignaient, écoeürés, « La plume »*, « Banzaï »* et Clothilde*, trois soignants des Street Medics Occitanie. « *Ce n'est pas la première fois, mais aujourd'hui, ils nous l'ont fait très tôt et n'ont épargné quasi aucun groupe de streets. Il est 16 h 20 et on ne peut plus soigner personne, alors qu'ils sont en train de gazer partout...* », pestait Clothilde.

Avec l'objectif clair (et, de fait, atteint) d'éparpiller très tôt le cortège, la police a massivement recouru au gaz lacrymogène toute l'après-midi. Ainsi qu'au canon à eau. Des grenades de désencerclement et assourdissantes ont également été tirées, alors qu'aucun danger même minime, bien souvent, n'existait. Les policiers ont à plusieurs reprises repoussé des journalistes, empêchant d'accéder au « *dispositif* » aux contours indéfinis quand cela les arrangeait, par exemple lors de plusieurs interpellations musclées non loin de Jeanne-d'Arc. Avec forces amabilités – « *Repoussez-moi ça !* » – ou arguments surréalistes – « *Sortez de là, si vous prenez un éclat, ce sera encore ma faute* » ou « *Dégage, je peux prendre du gaz !* »... En face, les « *putes à Macron* » à destination des policiers ont résonné toute l'après-midi.



Canons à eau dans les rues de Toulouse © ER

Autour de 16 h, sur les allées Jean-Jaurès, un gilet jaune, quelques médailles et un béret rouge agrafés sur sa chasuble et se prévalant de son passé de policier, interpelle des « *bacqueux* », leur demandant s'ils sont « *fiers de ce qu'ils font* ». La réponse de l'un d'entre eux ne se fait pas attendre. « *T'es un charlot, c'est honteux, tu ne devais pas obéir aux ordres, toi ?* »

T'es tout seul, là, tu vois pas ? » Bernard, retraité « après vingt-trois ans dans la marine », intervient : « Non il n'est pas tout seul, moi aussi j'étais dans l'armée et il a raison ! »

Les bacqueux grommellent et reculent, un peu pris au dépourvu. Quelques pas en arrière, Bernard poursuit : *« Moi aussi on m'a toujours dit que les ordres, il fallait les exécuter. Sauf quand ils sont illégaux. Ce que je vois aujourd'hui, taper des gens à terre, enlever le matos aux medics, c'est quoi ça ? C'est les ordres ? C'est la première fois que je viens à Toulouse, ils sont fous ! On a fait 100 mètres dans une rue, ils nous ont gazés, 50 dans une autre, ils nous ont encore gazés et nassés... C'est sûr qu'en faisant ça, c'est facile de faire monter la pression dans le pays. »*

Dans son bilan provisoire émis à 18 h 30, la préfecture faisait état de *« 1 blessé léger parmi les forces de l'ordre, 1 blessé léger parmi les manifestants, 17 interpellations pour les motifs suivants : transport d'objets interdits, jets de projectiles sur des agents des forces de sécurité, violences sur agents, interdiction de participation à la manifestation »*. Un journaliste, correspondant du site Rapports de force, a été interpellé dans l'après-midi.

Boite noire

Les prénoms avec un astérisque ont été changés à la demande des personnes .

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.